

https://docs.google.com/document/pub?id=1MZto7AKJY6u-jAOMTHCGjRZqiC_IaI8WvEw2jvqFLVI
https://docs.google.com/document/d/1MZto7AKJY6u-jAOMTHCGjRZqiC_IaI8WvEw2jvqFLVI/edit?hl=fr&authkey=CNep49sD
https://docs.google.com/document/d/1MZto7AKJY6u-jAOMTHCGjRZqiC_IaI8WvEw2jvqFLVI/edit?usp=sharing&authkey=CNep49sD
<http://spectator.org/archives/2010/07/16/americas-ruling-class-and-the>

La caste dirigeante américaine et les périls de la révolution

Par **Angelo Codevilla**, *The American Spectator*, juillet-août 2010

America's Ruling Class -- And the Perils of Revolution

En septembre 2008, alors que les maisons d'investissement surendettées commençaient à tomber en faillite, les dirigeants des partis républicain et démocrate, des grandes entreprises et les leaders d'opinion, de la *National Review* (et du *Wall Street Journal*) à ma droite à la revue *The Nation* à ma gauche, étaient d'accord pour dire que les 700 milliards de dollars de dépenses pour racheter des "actifs toxiques" aux investisseurs étaient la seule solution possible pour éviter l'"effondrement du système" économique aux Etats-Unis.

En cela, le président George W. Bush et John McCain, candidat républicain à sa succession, étaient d'accord avec le candidat démocrate Barack Obama.

Une grande partie, sinon la plus grande partie de leur entourage, étaient d'accord pour finalement engager quelque 10 billions de dollars inexistants, et d'une manière qui, aux Etats-Unis, était sans précédent.

Ils ne rendaient compte ni de la différence entre la valeur nominale et la valeur réelle de ces actifs, ni des raisons exactes pour lesquelles laisser le marché trouver cette dernière était censée conduire à l'effondrement de l'Amérique.

Or le public, pour sa part, s'y est immédiatement opposé et ce, dans une proportion de trois à quatre contre un.

Et lorsque cette majorité-là s'est rendue compte qu'il n'y avait, dans l'un comme dans l'autre parti, pratiquement personne en position de pouvoir, ou qui ait une audience nationale, pour prendre sérieusement en compte ses objections, que les décisions concernant son propre argent se prenaient dans des négociations de coulisse des deux partis avec des groupes d'intérêt, et que sur ces sujets les lois étaient votées par des gens qui ne les avaient pas lues, c'est alors que l'usage s'est installé de parler d'une "caste politique"^[1].

Puis, après que les gens au pouvoir avaient abandonné leur projet d'acheter des actifs toxiques pour acheter des actions dans les banques et les grandes industries, mais en refusant d'expliquer pourquoi, quand ils ont réaffirmé leur *droit* de prendre des décisions *ad hoc* sur ces questions-là comme sur tant d'autres, présumant que celles-ci dépassaient la compréhension du grand public, c'est alors que le peuple américain s'est mis à parler des hommes de l'état et de leur entourage comme de la "**caste dirigeante**".

Et il est de fait que les dirigeants, républicains et démocrates et leurs séides, affichent la même détermination à s'imposer, et moins de différences entre eux qu'avec le reste du pays pour ce qui est des goûts, des habitudes, des opinions et des sources de revenu. Ils pensent, observent, et agissent comme une caste.

Même si, à l'issue des élections de 2008, la plupart des dirigeants républicains se sont déclarés hostiles au *Troubled Asset Relief Programme*, aux plans subséquents de sauvetage de l'industrie automobile, et aux divers projets de loi de "relance" et autres expansions sommaires du pouvoir étatique au bénéfice de ses clientèles et aux dépens des citoyens ordinaires, le peuple américain a eu toutes les raisons de penser que parmi les politiciens républicains, il y en avait beaucoup qui ne le faisaient qu'en vertu d'une logique de l'opposition partisane.

Les Républicains, après tout, avaient été bien contents d'approuver des actes semblables de la part des gouvernements républicains. Les différences entre les Bushs, les Clintons et les Obamas sont des différences de degré et non de nature.

En outre, en 2009-2010 les républicains du système n'ont cherché qu'à amender le programme du gouvernement, tout en se montrant empressés à rejoindre les démocrates dans leurs nouveaux grands projets, si seulement on les laissait le faire. Le sénateur Orrin Hatch a continué à se rêver en Ted Kennedy, tandis que Lindsey Graham se moquait bien du vrai ou du faux en matière de "réchauffement climatique" pourvu qu'il se trouve du bon côté de l'histoire.

Aucun républicain de premier plan n'a mis en cause la prétention de la caste dirigeante à mieux savoir que les autres, ni sa manière insultante de traiter à l'égard du peuple américain comme des enfants difficiles, à qui il faut faire savoir où se trouve leur place.

Et si le parti républicain n'a pas dénoncé la caste dirigeante, c'est parce que la plupart de ses chefs en font partie, ou souhaiteraient en faire partie.

Jamais il n'y a eu si peu de diversité dans cette couche supérieure de la société américaine.

Aux Etats-Unis comme ailleurs, il y a toujours eu des gens plus riches et plus puissants que d'autres. Mais jusqu'à nos jours la couche supérieure y était un mélange de personnes qui avaient suivi des chemins différents pour arriver au sommet, qui devaient leur argent et leur statut à des sources diverses, et dont on ne pouvait pas prévoir qu'ils seraient tous d'accord sur quelque sujet que ce soit.

Les intellectuels de Boston, les financiers de New York, les barons du foncier en Californie, en

Texas et en Floride, les industriels de Pittsburgh, l'aristocratie du Sud, et les politiciens laborieux qui avaient fait fortune à Chicago ou à Memphis, avaient peu de contacts les uns avec les autres. Bien peu fréquentaient les hommes de l'état, et "bureaucrate" était pour tous un mot insultant. De même de "l'ingénierie sociale".

Les écoles et les universités qui avaient formé la couche dirigeante d'hier n'avaient pas non plus imposé une orthodoxie unique ni sur les origines de l'homme, ni sur l'histoire des Etats-Unis, ni sur la manière dont l'Amérique devait se gouverner.

Tout cela a changé.

La classe dirigeante d'aujourd'hui, de Boston à San Diego, a été moulée par un système éducatif qui les expose aux mêmes idées et leur a communiqué une orientation, ainsi que des goûts et des habitudes, remarquablement uniformes. Ceux-ci se réduisent à un canon social de jugements sur le bien et le mal, avec son histoire sainte laïque, ses péchés (contre les Minorités et contre l'Environnement), et ses saints. Se servir des mots qu'il faut, et s'abstenir de ceux qu'il ne faut pas quand on traite de ces questions - parler le langage "in" – sert de badge d'accès.

Et quelle que soit leur entreprise ou leur profession, c'est par l'état et avec l'argent de l'état que leur ascension sociale s'est faite parce que, à mesure que l'état a crû, ses frontières avec le reste de la vie américaine sont devenues indistinctes.

Nombreux sont ceux qui ont commencé leur carrière au sein de l'état s'en sont servis pour se faire une place dans le secteur privé. Il y en a qui, comme le secrétaire du Trésor Timothy Geithner, n'ont jamais eu aucun emploi non étatique. Par conséquent, qu'elle appartienne ou non formellement à l'état, ou se trouve entre les deux, la caste dirigeante américaine parle la langue des hommes de l'état, dont elle partage les goûts, les habitudes et les moyens d'action.

Et c'est avec peine qu'elle gouverne la majorité des Américains, qui ne pensent pas en termes d'état.

Ces deux classes-là ont moins de culture commune, se détestent bien plus, et incarnent des modes de vie bien plus différents qu'au XIX^{ème} siècle les résidents du Nord et du Sud – dont presque tous, comme le rappelait Lincoln, "priaient le même Dieu".

En revanche, alors que la plupart des Américains prient le Dieu "qui nous a créés et nous crée aujourd'hui véritablement," c'est elle-même que notre caste dirigeante vénère, parce qu'elle est là pour "Sauver la Planète" et Améliorer l'Humanité.

Notre lutte des classes porte sur la question de savoir "à qui" appartient l'Amérique, quel est le mode de vie qui l'emportera, et qui devra se soumettre à qui à propos de quoi. La gravité de ce clivage nous envoie, comme le faisait Lincoln, à l'évangile de Marc :

"toute maison divisée contre elle-même périra^[2]".

1. Le clivage politique

Si importants qu'ils soient, nos clivages partisans ne sont la partie émergée de l'iceberg.

Lorsque les sondeurs demandent au peuple américain s'il pourrait voter républicain ou démocrate à la prochaine élection présidentielle, les républicains obtiennent des majorités relatives toujours croissantes. Cependant, chaque fois que les sondeurs y ajoutent les options "indécis", "ni l'un ni l'autre" et "Tea Party", ce sont celles-là qui l'emportent haut la main, les démocrates arrivant en seconde position et les républicains loin derrière.

C'est parce que, alors que la plupart des électeurs se disant démocrates répondent que les dirigeants démocrates les représentent comme il faut, il n'y a qu'un quart des électeurs s'identifiant comme "républicains" qui répondent aux sondeurs que les chefs du parti républicain les représentent de façon adéquate.

C'est ainsi que les gens en place, démocrates et républicains, ne satisfont qu'un tiers de l'électorat – la plupart des électeurs démocrates, et seulement quelques-uns des républicains.

Cela veut dire que, de la caste dominante, ce sont les politiciens démocrates qui sont les premiers représentants légitimes et que, étant donné que les politiciens Républicains n'ont le soutien que d'un quart de leur électeurs tandis que c'est à contrecœur que le reste vote pour eux, dans cette caste dominante-là c'est à un rôle subalterne que la plupart sont candidats.

Bref, la caste dirigeante possède son parti, et ce sont les Démocrates. En même temps, ce sont près des deux tiers des Américains – quelques électeurs démocrates, la plupart des électeurs républicains, et tous les indépendants – qui n'ont aucun truchement pour la politique électorale.

Or, tôt ou tard, bien ou mal, l'exigence de la majorité d'être représentée finira par être satisfaite. Alors qu'en 1968 le gouverneur George Wallace ne rencontrait un écho que dans 13,5 % de la population américaine avec sa déclaration provocante comme quoi "il n'y a pas pour dix sous de différence" entre les partis Républicain et Démocrate, en 1992, Ross Perot était devenu un sérieux prétendant à la présidence (à un moment, il avait les faveurs de 39 % des Américains contre 31 % pour G. H. W. Bush et 25 % pour Clinton) simplement pour avoir parlé en mal de la classe dirigeante.

Et aujourd'hui il y en a peu pour en dire du bien, de la classe dirigeante.

Celle-ci non seulement a enflé dans son étendue et ses prétentions, mais a entrepris des guerres qu'elle n'a pas gagnées, règne sur une économie en déclin et un endettement galopant ; elle a rendu la vie plus chère, augmenté les impôts, et c'est avec mépris qu'elle traite le peuple américain.

La conviction des Américains que la classe dirigeante est tout autant leur ennemie qu'elle est incompétente s'est solidifiée : les sondages nous donnent à savoir qu'il n'y a plus qu'un cinquième des Américains qui fassent confiance aux hommes de l'état pour faire ce qu'ils devraient faire.

Le reste s'attend à ce qu'ils fassent plus de mal que de bien, et ne craint plus de le dire.

Alors que les Européens ont l'habitude de se faire gouverner par une soi-disant élite à qui ils ne font pas confiance, lorsque le peuple américain s'est rendu compte qu'on le dirigeait comme des Européens, le choc a été tel qu'il en a adopté une attitude quasi-insurrectionnelle.

Cependant, il n'y a que cette prise de conscience qui était nouvelle. C'est pendant des décennies avant 2008 que la caste dirigeante avait poussé de profondes racines dans la société américaine. Machiavel comparait les maladies politiques graves aux fièvres étiennes -- faciles à traiter au début lorsqu'elles sont difficiles à cerner, mais pratiquement incurables à partir du moment où elles deviennent manifestes.

Loin de spéculer sur la manière dont la confrontation politique pourrait évoluer aux Etats-Unis entre la caste du régime -- assez peu de monde, et soutenu par guère plus d'un tiers des Américains -- et la caste du peuple, qui comprend les deux tiers du pays, notre tâche ici sera d'élucider les divisions qui marquent l'avenir imprévisible de cette confrontation.

La politique, on la verra davantage plus loin.

2. La caste dirigeante

Ces maîtres-là, qui sont-ils, et de quel droit sont-ils au pouvoir ?

Comment l'Amérique, cet endroit où on pouvait s'attendre à vivre sans se soumettre aux classes privilégiées en est-il devenu un où, dans le meilleur des cas, on ne pourrait avoir qu'une chance d'y accéder ?

Qu'est-ce donc qui met notre classe dirigeante à part du reste d'entre nous ?

Les réponses les plus répandues - par des gens comme Thomas Friedman et David Brooks du *New York Times* - ne sont que de la sociologie à deux balles.

Soi-disant, la société moderne serait devenue si complexe et productive, et les compétences techniques pour la faire fonctionner seraient si rares, qu'elle exigeait une nouvelle classe d'administrateurs et de collaborateurs hautement qualifiés dans un secteur de moins en moins privé.

Tout aussi arbitraire est l'idée d'Edward Goldberg comme quoi l'Amérique serait désormais dirigée par une "néocratie" : une nouvelle aristocratie qui est la véritable bénéficiaire de la mondialisation - dont le directeur de multinationale, le technicien et les membres des aspirations de la "méritocratie".

La réalité, c'est que notre classe dirigeante s'est développée, et se démarque du reste d'entre nous par ses accointances avec un état toujours croissant, et par-dessus tout par une certaine disposition d'esprit.

D'autres explications vont à l'encontre de l'intuition.

L'argent ?

Les dirigeants de la caste vivent bel et bien dans des enclaves et les banlieues les plus chères de nos grandes villes, de Montgomery County dans le Maryland à Palo Alto en Californie ou Beacon Hill (Boston), ainsi que dans les opulentes villes universitaires de Princeton à Boulder. Mais ils ne sont pas plus riches que de nombreux pétroliers texans ou propriétaires agricoles de Californie, ni que ceux de leurs voisins qu'ils s'abstiennent de fréquenter – de même que les cliques des sciences sociales et humaines qui règnent dans les universités fraient rarement avec les médecins et les physiciens.

En revanche, où qu'ils vivent, leur cercle intellectuel et mondain comprend la faune des très juteuses activités et politiques "philanthropiques, à but non lucratif".

Ce qui, sociologiquement, distingue vraiment ces privilégiés est que, qu'ils exercent le pouvoir d'état directement ou à titre de cadres dans les organisations, c'est de l'état que leur carrière et leur fortune dépendent.

Ils votent démocrate de manière bien plus constante que ceux qui vivent dans l'une ou l'autre des rues Martin Luther King des Etats-Unis. Ces pôles opposés de la société et de la richesse tirent leur argent et leurs repères des mêmes sources que les millions d'enseignants, de consultants et employés de l'état de niveau intermédiaire qui aspirent à rejoindre les premiers et s'identifient moralement avec ce qu'ils présument être les griefs des seconds.

Pas plus que l'argent, ni la prééminence ni le titre dans une profession ne suffisent pour donner accès à la caste. En fait, il est possible d'être dirigeant d'une grande société ou membre de la Cour suprême des Etats-Unis (il suffit de demander au juge Clarence Thomas), ou même président (Ronald Reagan), sans que cette caste dirigeante vous reconnaisse comme l'un des siens.

Comme dans une coterie d'étudiants, ce que cette caste exige avant tout c'est la *connivence* – être bien avec les gens qu'il faut, indiquer de façon appropriée qu'on est du bon côté, et cracher en bande sur ceux qui n'en font pas partie. Une fois qu'un fonctionnaire ou un dirigeant a montré qu'il partage les mœurs, les goûts, les intérêts de la classe, qu'il a payé le tribut verbal à ses idéaux et à ses mots d'ordre, et qu'il est prêt à servir les intérêts de ses chefs, c'est avec avantage qu'il peut faire son chemin au sein de notre système.

Si, par exemple, vous êtes Laurence Tribe en 1984, professeur de droit à Harvard et pilier de gauche du système, vous pouvez "écrire" votre *magnum opus* en pillant la production intellectuelle de votre assistant Ron Klain. Une décennie plus tard, après que Klain aura reconnu être l'auteur de certains passages, et qu'on aura découvert que les autres n'étaient que des copies ou des paraphrases d'un texte publié en 1974, vous pouvez alors prétendre (peut-être sincèrement) que votre plagiat était "involontaire",

et vous pouvez compter sur le doyen de la Faculté de droit, Elena Kagan, pour nommer une commission comprenant Derek Bok, ancien et futur président de Harvard, laquelle dressera un rapport secret pour "clôre" l'incident.

Et comme par hasard, c'est comme juge à la Cour suprême que Kagan termine sa carrière.

De ces personnages-là, il n'y en a pas un seul qui ait fait son travail :

le professeur, ce n'est pas lui qui a écrit l'ouvrage ;

l'assistant, lui, a fait du plagiat et non de la recherche ;

ni le doyen, ni la commission n'ont demandé au professeur les comptes qu'il avait à rendre, et tous ont fini récompensés.

A l'inverse, des articles savants et une brillante carrière dans la climatologie au MIT (Richard Lindzen) ou à l'Université de Virginie (Fred Singer) ne pèsent pas assez pour que leurs questions sur le "réchauffement climatique" soient prises au sérieux.

Pour notre caste dirigeante, c'est toujours le clan qui prime.

L'appartenance à la classe dirigeante dépend encore moins de la réalité de l'excellence universitaire.

Si on veut observer quelque chose de plus proche d'une méritocratie universitaire, il faut aller voir en France, où les élus ont peu de pouvoir, et où une vaste bureaucratie décide expressément de tous les détails -- de la manière dont on élève les bébés à celle de fabriquer du fromage, et les gens n'entrent et ne progressent dans cette bureaucratie que par des examens strictement concurrentiels. Ainsi pour le meilleur et pour le pire, la classe dirigeante française est faite de gens brillants – certifiés tels.

La nôtre, non.

Mais la nôtre n'est-elle pas allée à Harvard et à Princeton et à Stanford ? Est-ce que la plupart n'ont pas obtenu de bonnes notes ?

Si. Mais, alors que pour entrer à l'Ecole Nationale d'Administration ou l'Ecole Polytechnique, ou dans les dizaines d'autres points d'entrée dans la classe dirigeante de la France exige de faire mieux que les autres dans les examens anonymes, et que pour y obtenir son diplôme il faut réussir à des examens auxquels beaucoup échouent, entrer dans les "grandes écoles" de l'Amérique est moins question de réussite aux examens que de présenter des notes acceptables et un profil social attractif.

Les écoles secondaires américaines ne sont pas avares de bonnes notes.

Et depuis les années 1970, il est pratiquement impossible de sortir sans diplôme d'une université. Et c'est un secret de polichinelle que ce sont les "meilleures" universités qui exigent le moins de travail et qui donnent la moyenne cumulative la plus haute.

Non, ce n'est pas par la méritocratie que notre caste dirigeante se recrute et qu'elle se renouvelle : c'est en embauchant des gens dont la caractéristique dominante est leur détermination à jouer le

jeu.

Et ceux qui y réussissent le mieux n'écrivent aucun livre, ne font aucune recherche qui résiste à la critique, et ne permettent à personne de voir leur dossier universitaire.

C'est ainsi que, par une sélection inverse, notre classe dirigeante s'abrutit elle-même.

Dans l'autre sens, plus elle s'abrutit, et plus elle se définit elle-même par la prétention à la supériorité intellectuelle.

3. La Foi

C'est l'attitude qui donne la clé pour comprendre notre classe dirigeante dans ses deux partis.

Son principe premier est que c'est "nous" qui sommes les meilleurs et les plus intelligents, tandis que le reste des Américains sont rétrogrades, racistes, et tarés -- à moins qu'on ne leur impose les contraintes appropriées.

Comment ce principe-là a-t-il remplacé le paradigme de la génération des Pères fondateurs comme quoi "tous les hommes sont créés égaux" ?

La notion d'égalité entre les hommes a toujours été difficile à vendre, parce que ce que l'expérience nous enseigne c'est que nous sommes inégaux à tant d'égards, et parce que se placer au-dessus des autres est une telle tentation que Lincoln appelait

"le serpent de l'Antiquité : c'est toi qui travailles et c'est moi qui mange".

Cependant, pour la génération de nos Pères fondateurs, l'égalité entre les hommes avait un sens, parce qu'ils croyaient que tous les hommes sont créés à l'image et à la ressemblance de Dieu, parce qu'ils aspiraient à ce qu'on les traite également selon le droit britannique, ou parce qu'ils avaient lu John Locke.

Il n'a pas fallu longtemps pour que leur paradigme se retrouve mis en cause par intérêt, et au nom de "la science".

Dès les années 1820, alors que J. C. Calhoun lisait dans les journaux de Londres que les différentes races d'animaux et de plantes produisent des résultats supérieurs ou inférieurs, les esclavagistes citaient les carences des nègres pour "prouver" qu'ils devaient rester indéfiniment des esclaves.

Bien d'autres, entre-temps, lisaient l'interprétation par Ludwig Feuerbach de la philosophie de Hegel selon laquelle les injonctions bibliques traduiraient les fantasmes d'êtres humains aliénés, ou, comme le jeune Marx l'avait formulé, que la réflexion morale serait une "**superstructure**" de la réalité matérielle.

En 1853, lorsque John Pettit, sénateur de l'Ohio, disait que la formule de la Déclaration

d'Indépendance comme quoi "tous les hommes ont été créés égaux" est "un mensonge parfaitement évident", une bonne partie de la classe instruite en Amérique avait déjà absorbé cette notion "scientifique" (que Darwin n'a fait que populariser) que l'homme est le produit de mutations aléatoires et de la sélection naturelle des plus aptes. De sorte que ce serait la nature qui veut que les hommes supérieurs dominent les inférieurs, comme ils ont domestiqué les êtres inférieurs ou tentent de les améliorer à leur convenance.

C'est pourquoi, alors que les abolitionnistes se plaisaient à croire à la libération et au progrès des Noirs, ils se plaisaient tout autant à croire que les sudistes devraient être punis et rééduqués par la force.

Alors que le XIX^{ème} siècle prenait fin, c'est vers la réforme sociale que s'est tournée la ferveur religieuse de la classe des sachants : étant donné que l'homme n'est qu'un élément de la nature en évolution, ils étaient certains que l'homme pouvait être amélioré, et comme eux-mêmes étaient les plus évolués de tous, c'était eux qui seraient les améliorateurs.

C'est ainsi que commença l'ère des "progressistes".

Lorsqu'en 1914 on avait demandé à Woodrow Wilson "s'il ne pouvait rien laisser tranquille", il avait répondu

"je laisse tranquille ce dont vous pouvez me montrer que ça ne va pas de lui-même dans la mauvaise direction, mais les choses qui se dégradent je ne les laisserai pas aller."

Wilson parlait pour les milliers d'Américains fortunés qui allaient aux eaux dans des endroits tels que Chautauqua et le lac de Mohonk. Dans ces villes d'eaux de la bourgeoisie, les progressistes qui se prenaient pour l'exemple du monde, et pour ses réformateurs, agitaient les rêves grandioses d'instituer l'ordre, la justice et la paix chez eux et à l'étranger.

Et ils ne cachaient pas leur volonté de pouvoir.

Wilson fut le premier homme d'Etat américain à soutenir que les Pères fondateurs des États-Unis avaient mal agi en privant l'état du pouvoir nécessaire pour y refaire la société.

Wilson n'était pas non plus le dernier qui ait envahi un pays étranger (le Mexique) pour "[lui] apprendre à voter pour des gens comme il faut."

Cependant, la Première Guerre mondiale et le chaos qui s'ensuivit aux États-Unis et à l'étranger discréditèrent les progressistes aux yeux du peuple américain.

Leurs visées internationales n'avaient rapporté que du sang, et en promettaient encore davantage. A l'intérieur, leur gestion n'avait nullement amélioré la vie des Américains, mais leur avait donné un avant-goût de l'arbitraire étatique, dont entre autres la Prohibition.

Les progressistes, de leur côté, s'étaient satisfaits d'attribuer l'échec de leurs plans à l'arriération du peuple américain, à une perversion fondamentale de l'Amérique. C'était le peuple américain qui les avait laissés tomber, et parce que la démocratie sous sa forme américaine perpétue ce qu'il

y a de pire dans l'humanité.

C'est ainsi que les progressistes se sont mis à regarder de haut les masses, à se considérer eux-mêmes comme une avant-garde, et à rechercher à l'étranger des exemples à imiter.

Pendant l'entre-deux guerres, on a vu s'élargir ce fossé culturel entre la classe "instruite" et le reste du pays. Certains progressistes ont rejoint le Parti communiste l'"avant-garde du prolétariat". Mais il y en avait bien davantage pour se sentir profondément attirés par la Russie soviétique, comme d'ailleurs par l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. Ce n'était pas seulement *The Nation*, mais encore le *New York Times* et le *National Geographic* qui trouvaient tant de choses à imiter dans ces régimes, car ils promettaient de transcender énergiquement les moeurs de leurs peuples pour construire "l'homme nouveau."

Par-dessus tout, c'est à l'Amérique que notre **classe instruite** en voulait.

En 1925, l'American Civil Liberties Union orchestra un procès qui lui donna l'occasion de mettre en cause une loi du Tennessee qui imposait aux écoles [publiques] d'enseigner le récit biblique de la création[3]. Le spectacle qui s'ensuivit, diffusé par la radio à l'échelle nationale, ainsi que son exploitation ultérieure par le film *Inherit the Wind* [*Le Procès du singe*], ont été l'occasion pour ce qu'on pourrait appeler la *promotion Chautauqua* de diffuser son opinion comme quoi les Américains qui croyaient à la Bible n'étaient que des obscurantistes.

Comme s'annonçait la Seconde Guerre mondiale, certains progressistes américains se mirent à soutenir l'Union soviétique (et son alliée, l'Allemagne nazie) alors que d'autres soutenaient la Grande-Bretagne et la France ; mais sur un point les progressistes étaient accord :

c'est à la majorité des Américains que revenait la faute de la guerre à venir, parce qu'ils avaient refusé de prendre la tête de la Société des Nations.

Darryl Zanuck a produit le film *Wilson*, encensé par la critique^[4], où Cedric Hardwicke incarne le sénateur Henry Cabot Lodge, lequel aurait amené la guerre pour en avoir appelé à l'étroitesse d'esprit des Américains contre le génie bienfaisant de Woodrow Wilson.

C'est Franklin Roosevelt qui a fait entrer la promotion Chautauqua dans son gouvernement, et entamé le processus qui en a fait des petits chefs.

FDR concevait les problèmes de l'Amérique, en termes technocratiques.

Ces problèmes de l'Amérique, c'est un "brain trust" (choisi par lui) qui allait les régler.

C'est ainsi que les solutions de son *New Deal* -- la foule acronyme de ces bureaucraties

"indépendantes" qui, depuis, dirigent l'Amérique -- ont transformé force progressistes en autant de puissants bureaucrates, puis de groupes de pression.

Comme disait l'autre, ils étaient venus à Washington pour faire du bien, et ils y sont restés pour en accumuler.

Autant leurs effectifs s'accroissaient avec le sentiment de leur importance, autant croissait leur dédain pour les Américains ordinaires.

Se tenant elle-même pour "scientifique", c'est en termes "scientifiques" que les membres cette caste entendaient expliquer en quoi ils se distinguaient de leur prochain.

La plus élaborée de ces tentatives fut *The Authoritarian Personality* (1948) de Theodor Adorno, généralement bien accueillie. Elle avait inventé une série de critères censés définir les traits de la personnalité, classé ces traits de caractère et leur intensité chez une personne donnée sur ce qu'elle appelait la "gradation F" -- "F" pour fasciste ; elle avait interrogé des centaines d'Américains,

et conclu que la plus grande partie de ceux qui n'étaient pas social-démocrates étaient des fascistes non déclarés.

Cette manière de juger ceux qui n'étaient pas "progressistes" devait finir par se retrouver dans les programmes des universités.

En 1963-64, par exemple, à l'*Eagleton Institute of Politics* de l'université Rutgers, on m'avait présenté *Conservatism and Personality* de Herbert McCloskey comme l'exemple à suivre en matière de rigueur méthodologique. L'auteur y avait défini le *libéralisme classique* en termes de réponses à certaines questions, avait énuméré une série de troubles de la personnalité définis par d'autres questionnaires, et mené une enquête qui "prouvait scientifiquement" que les libéraux classiques étaient des inadaptés sociaux, des bons à rien et des ignares

(mon propre projet de classe, intitulé "Socialisme et personnalité", prouvait tout aussi scientifiquement, en suivant la même méthode, que les socialistes souffraient exactement des mêmes tares sociales, ainsi que d'autres plus amusantes encore).

Ce qu'il s'agit d'établir est ce qui suit : même s'il n'y a aujourd'hui dans la caste dirigeante des deux partis pas un individu sur mille qui ait jamais entendu parler d'Adorno ou de McCloskey, et encore moins qui puisse expliquer l'opinion feuerbachienne et marxiste comme quoi les jugements de l'homme seraient les "épiphénomènes" d'une aliénation spirituelle ou matérielle, l'idée suivant laquelle ce que disent les gens normaux ne serait que des expressions de la douleur, du plaisir et de la frustration comme le sont des grognements, est désormais axiomatique pour la caste dirigeante. Celle-ci l'a absorbée par osmose, de seconde ou de troisième main, dans sa formation comme auprès de ses pairs.

A vrai dire, après que Barack Obama avait décrit comme une caractéristique des *Untermenschen* de l'Amérique le fait que son opposition "s'accroche à ses bibles et à ses fusils", il s'était justifié en soulignant qu'il n'avait dit que "ce que tout le monde sait être la vérité."

Cette "connaissance" assurée, comme quoi "certains d'entre nous, ceux qui comptent", ont saisi des vérités comme le commun des mortels en est incapable, vérités qui nous dirigent, vérités dont la compréhension nous donne le droit de mépriser ce que disent les dirigés et de décider à leur place de ce que cela signifie, a transformé nos progressistes en caste bien avant qu'ils

n'arrivent au pouvoir.

4. Le programme : prendre le pouvoir

Le programme de notre caste dirigeante, c'est le **pouvoir comme fin en soi**.

Bien qu'elle fonde ses prétentions sur une pose intellectuelle et morale, si elle détient le pouvoir c'est par l'un des plus anciens et des plus prosaïques des moyens : la faveur, ou la promesse d'une faveur politique.

Comme les partis de gauche, toujours et partout, il s'agit d'une "machine", c'est-à-dire qu'elle fonctionne par l'attribution d'avantages tangibles à ceux qui en font partie. Ces partis fournissent souvent aux militants de base de modestes moyens d'existence, tout en gonflant puissamment la richesse des échelons supérieurs.

Parce que c'est comme cela qu'ils marchent, quoi que ces partis puissent faire d'autre par ailleurs, ils doivent alimenter la machine en transférant de l'argent, ou des emplois, ou des privilèges – politiques ou économiques - à la clientèle du parti, directement ou indirectement.

Ce qui, soit dit en passant, n'est pas loin de l'opinion qu'Aristote avait de la démocratie.

C'est pourquoi la manière standard pour la caste dirigeante d'aborder toute question quelle qu'elle soit, sa solution à tous les problèmes, est d'accroître le pouvoir des hommes de l'état

– au sens de ceux qui le dirigent, c'est-à-dire eux-mêmes, de rémunérer ceux qui paient par leur soutien politique avec des emplois, des contrats, etc. privilégiés.

C'est pourquoi un pouvoir accru pour la caste dirigeante est toujours la solution qu'elle trouve, non seulement pour les crises économiques et autres maux de la société, mais encore pour les cyclones et les tornades, pour le refroidissement de la planète comme pour le réchauffement climatique.

A priori, on pourrait se demander comment enrichir une certaine catégorie d'individus et leur donner davantage de pouvoir pourrait rendre les Américains meilleurs, a fortiori maîtriser le temps qu'il fait.

En revanche, il ne fait aucun doute que ce pouvoir, que cet argent-là rendent les Américains toujours plus dépendants de ceux qui en disposent.

Voyons maintenant ce que cela implique à notre époque.

5. L'économie de la dépendance

Par l'**impôt** qui confisque et redistribue plus d'un tiers de ce que les Américains produisent, par des réglementations qui s'insinuent au plus profond de la vie américaine, notre caste dirigeante

s'est érigée en arbitre de la richesse et de la pauvreté.

Alors que le *prix* de tout ce qui en a un dépend de l'accord des vendeurs et des acheteurs sur ce que cela vaut en l'absence de tout usage de la force -- dans une condition d'*égalité* politique, la raison d'être de l'état moderne n'est autre que de la saboter, cette égalité politique.

En donnant à certains membres de la société le pouvoir de forcer les autres à vendre moins cher qu'ils ne le voudraient, et d'autres encore à acheter à des prix plus élevés – y compris même à seulement acheter - un état moderne donne de la valeur à des choses qui n'en ont pas, et en fait perdre à d'autres qui en ont.

Ainsi, si vous n'êtes pas parmi ces privilégiés qu'on invite à la table où les hommes de l'état dressent dans le détail la liste de qui doit recevoir quoi aux dépens de qui, c'est vous qui êtes au menu.

Et finalement, en employant la force pour faisant semblant de croire que des choses qui n'ont aucune valeur en auraient une dilue la valeur de la monnaie pour tous.

Si les lois et les réglementations sont aujourd'hui plus longues que jamais, c'est parce que cette longueur-là est nécessaire pour préciser les diverses manières inégalitaires dont les gens seront traités.

Par exemple, si la loi de 2010 sur les soins de santé fait plus de 2 700 pages, c'est pour faire en sorte non seulement que certains états soient traités différemment des autres parce que les sénateurs qui en étaient issus ont apporté un soutien politique crucial, mais surtout pour codifier des ententes entre les hommes de l'état et différentes parties de l'industrie des soins de santé, les gouvernements des états, et les grands employeurs pour savoir qui recevrait quels privilèges (par exemple, les syndicats de fonctionnaires, les ouvriers de l'automobile) et qui forcerait, et par quelles taxes, le public en général à payer tout cela.

Le projet de loi de réglementation financière de 2010, loin d'établir en peu de mots des règles uniformes pour l'ensemble du secteur financier, s'étend sur quelque 3 000 pages (à ce jour), pour fausser la balance à l'avantage des uns et au détriment des autres.

Plus significatif encore, ces productions-là, ainsi que d'autres, des gouvernements et Congrès démocrates et républicains donnent à d'innombrables conseils et commissions le pouvoir arbitraire de protéger certaines personnes et entreprises tout en ruinant les autres.

Ainsi, en 2008, le pouvoir républicain a commencé par repêcher Bear Stearns, puis a laissé Lehman Brothers couler au milieu de la panique, mais ensuite sauvé Goldman Sachs en fournissant de la trésorerie à son débiteur principal AIG.

Puis, son successeur démocrate a usé du même pouvoir impudemment arbitraire (et de crédits qui avaient été votés d'autres fins) pour donner une part massive des actions de l'industrie automobile aux syndicats qui le soutiennent.

Aujourd'hui, c'est ouvertement que les membres de notre caste dirigeante avouent qu'ils ne lisent

pas les projets de lois.

Ils n'en ont pas besoin.

Etant donné que la législation contemporaine consiste principalement à attribuer des pouvoirs arbitraires, tout ce qu'on a besoin d'en savoir, c'est *à qui* ils le donnent, ce pouvoir.

En faisant dépendre de son arbitraire les règles de l'économie notre caste dirigeante bipartisane nous fait savoir que c'est avec la monnaie du soutien politique que la prospérité s'achète.

Ainsi, au cours des années 1990 et 2000, alors que les républicains comme les démocrates forçaient les banquiers à accorder des prêts immobiliers à des personnes, et à des prix, qu'autrement ils n'auraient pas seulement envisagés, les constructeurs et les investisseurs avaient toutes les raisons de tirer autant d'argent qu'ils le pourraient de l'inflation qui s'en est ensuivie dans les prix des logements. Lorsque la bulle a éclaté, on n'a repêché que ceux qui étaient liés à la caste dirigeante, que ce soit à la base ou que ce soit au sommet.

De même, en taxant l'utilisation des combustibles fossiles et en subventionnant les "énergies alternatives", notre caste dirigeante créé sans doute la plus grande occasion au monde de faire de l'argent sur des choses que presque personne ne voudrait payer sans son intervention.

C'est uniquement, exclusivement en raison des subventions, qu'existe la filière de l'éthanol avec les détournements de richesses qu'elle entraîne.

La perspective d'une législation qui attribuerait un prix aux émissions de carbone et en attribuerait certains quotas à des entreprises choisies a déclenché une frénésie de soutien à un programme "vert" de la part des grandes entreprises, parce que ces distributions-là allaient valoir des dizaines de milliards de dollars. C'est pourquoi en 2009, les entreprises ont embauché quelque 2 500 lobbyistes pour accroître leur implication dans la "lutte contre changement climatique". À tout le moins, une telle participation leur bénéficie en faisant d'eux les collecteurs privilégiés de taxes sur le carbone. Par définition tout "emploi vert" ainsi créé est une créature de la subvention

– c'est-à-dire du privilège politique.

Quel effet la création de tels privilèges peut avoir sur le "réchauffement climatique", on peut tout à fait en discuter. En revanche, on est certain que cela accroît le nombre de ceux qui dépendent de la caste dirigeante, et cela fait savoir aux Américains que satisfaire cette caste-là est un moyen bien plus sûr de gagner sa vie que de produire des biens et des services que les gens seront effectivement prêts à acheter.

Au-delà du clientélisme, choisir les gagnants et les perdants économiques détourne les énergies du peuple américain vers des tâches que la classe politique juge plus dignes que ce que les Américains choisissent pour eux-mêmes[5].

Jamais la manière dont John Kenneth Galbraith a prétendu définir l'Amérique comme "une misère publique au sein de la richesse privée" (*L'Ère de l'opulence*, 1958) n'a mieux résumé les revendications de notre soi-disant élite : quand on les livre à eux-mêmes, c'est de manière

inefficace les Américains emploient les ressources foncières, dans leurs quartiers et dans leurs banlieues, ce qui oblige à dépenser de l'énergie pour les transporter vers leurs emplois et leurs commerces.

Les Américains conduisent des grosses voitures, mangent plein de viande et autres choses mauvaises pour la santé, et vont chez le médecin chaque fois qu'ils en ont envie.

Les Américains pensent que la justice consiste en ce qu'ils dépensent l'argent qu'ils ont gagné à satisfaire leurs choix personnels, alors que pour sa part la caste dirigeante *sait de science certaine* que la Justice consiste à réformer la Société et à Sauver la Planète.

C'est de science certaine que la caste dirigeante *sait* que les Américains doivent apprendre à vivre plus près les uns des autres et plus près de leur travail, qu'ils doivent conduire des voitures plus petites et changer de vie pour consommer moins d'énergie, que leurs habitudes alimentaires doivent s'améliorer, qu'ils devront accepter des limites à la quantité de soins médicaux qu'ils reçoivent, qu'ils doivent consacrer davantage de leur argent pour soutenir les personnalités, les entreprises culturelles, et les Plans pour la Planète que la caste dirigeante aura jugés plus dignes de louanges.

C'est pourquoi des impôts toujours plus pesants et des réglementations toujours plus intrusivessont les leviers principaux qui permettront d'améliorer le peuple américain (et, certes, d'entretenir la caste dirigeante et de la développer).

La loi de 2010 sur les soins médicaux est un modèle pour la manière d'agir de la caste dirigeante en économie : les hommes de l'état confisquent l'argent des citoyens pour payer les soins médicaux et les forcent à souscrire une assurance santé.

L'argent ainsi confisqué et réaffecté est autant d'argent que les citoyens auraient pu dépenser eux-mêmes pour s'acheter les soins en question. *En échange* de cet argent, les hommes de l'état promettent d'offrir des soins à travers leur "système". Mais alors ce sont tous ces conseils, commissions, directives, procédures, et autres "procédures optimales" qui constituent ce "système", qui deviennent les arbitres de ce que tout citoyen finit par obtenir.

Ledit citoyen pourrait bien se trouver mécontent de ce que "le système" lui offre. Mais lorsqu'il a dû livrer son argent, il a perdu le pouvoir de choisir, de sorte qu'il est devenu dépendant de tous ces conseils et commissions que son argent doit bien aussi payer, et qui aggravent d'autant la charge de ses soins.

De même, en 2008, la Commission des Voies et Moyens de la Chambre des représentants a commencé à étudier un **plan pour forcer les citoyens qui possèdent des comptes de retraite individuels (IRA) à transférer ces fonds dans des "comptes de retraite garantis" sous la coupe des hommes de l'état.**

Si les hommes de l'état peuvent forcer les citoyens à acheter une assurance santé, au nom de quel principe peut-on les empêcher de les forcer à abandonner la propriété et la disposition privées de

l'argent de leur retraite en échange d'une garantie aussi solide que celle de l'état ?
N'est-il pas évident que les hommes de l'état en savent plus que les gens normaux sur la gestion d'une pension de retraite ?

6. Qui est à la botte de qui?

Dans *Congressional Government* (1885) Woodrow Wilson ne laissait aucune place au doute : la Constitution des États-Unis interdit aux hommes de l'état de *satisfaire les besoins du pays* parce qu'elle énumère des droits que ceux-ci ne peuvent pas violer -- le Premier Amendement, de manière caractéristique, commence par : "Le Congrès ne fera aucune loi...". Notre système électoral, uninominal à un tour, fondé sur des circonscriptions, donne du pouvoir à l'électeur individuel aux dépens des "partis de gouvernement". C'est pourquoi l'ambition perpétuelle de la caste dominante est d'atténuer le rôle des représentants élus des citoyens, de renforcer celui des chefs de parti ainsi que des groupes prêts à s'associer aux projets des hommes de l'état, et de concocter une Constitution "vivante" où les interdictions d'agir qui s'opposent aux hommes de l'état feront place à des "droits positifs" – au sens de licences d'agir pour ces mêmes hommes de l'état.

Envisageons la représentation.

À la suite de Wilson, les "progressistes" américains ont toujours voulu détourner le Congrès américain du rôle défini par James Madison dans le *Federalist Paper* n° 10, "d'affiner et d'élargir l'opinion du public", pour en faire quelque chose comme le Parlement britannique, qui ratifie les actes du gouvernement.

Bien qu'au départ le système électoral britannique - comme le nôtre, un seul membre élu par un vote à la majorité simple dans des circonscriptions historiques - ait d'abord rendu les députés responsables devant leurs mandants, à l'époque de Woodrow Wilson l'importance croissante des partis avait mis les députés à la botte des chefs de parti.

C'est pourquoi quiconque dirige le parti majoritaire y contrôle à la fois le Parlement et le gouvernement.

Aux États-Unis, le processus par lequel les partis sont devenus (presque) aussi importants a commencé par la décision *Baker contre Carr* de la Cour suprême en 1962 qui, en imposant une norme unique d'"un homme-une voix" pour les circonscriptions électorales du Congrès, a de facto légalisé la pratique du charcutage électoral, consistant à concentrer les électeurs du parti de l'opposition dans aussi peu de circonscriptions que possible tout en mettant les siens propres dans le plus grand nombre possible qui lui permette de gagner.

C'est ainsi que depuis un demi-siècle les législatures des états, aussi bien républicaines que démocrates, pratiquent le charcutage électoral. Et c'est pourquoi le Congrès aujourd'hui se

compose de plus en plus de personnes qui représentent les directions respectives de leurs partis -- pas autant qu'en Grande-Bretagne, mais allant dans ce sens.

Une fois que les circonscriptions sont redécoupées de manière "assurée" pour un parti ou pour un autre, les électeurs y ont moins d'importance parce que leurs chefs peuvent davantage compter sur les législateurs élus pour se conformer à la ligne du parti.

Dans la mesure où les chefs de parti n'ont pas à se soucier des électeurs, ils peuvent choisir des interlocuteurs privilégiés, qui représentent au sein de la société ceux qu'ils trouvent les plus accommodants. De plus en plus depuis les années 1930 en Amérique -- dans le reste du monde, cette pratique est omniprésente et bien enracinée -- les hommes de l'état désignent certains individus, entreprises et organisations dans chaque secteur de la société comme associés (minoritaires) dans l'élaboration des lois et des réglementations pour les secteurs en question. A ceux qu'ils ont choisis, les hommes de l'état donnent du pouvoir sur ceux qu'ils n'ont pas choisis, les traitent comme les représentants authentiques de leur domaine d'activité, et les en récompensent. Les voilà entrés dans la caste dirigeante.

C'est ainsi qu'en 2009-2010, l'American Medical Association (AMA) a fortement soutenu le projet de loi sur les soins médicaux, que le gouvernement présentait comme ayant le soutien "des médecins", alors même que la grande majorité des 975 000 médecins américains y étaient opposés.

En revanche les dirigeants de l'AMA ont obtenu des hommes de l'état un "contrat" qui en fait les auteurs exclusifs des tarifs d'après lesquels les médecins et les hôpitaux peuvent réclamer à l'état le paiement de leurs services. Les millions de dollars qu'empochent de ce fait les cadres de l'AMA garantissent leur conformité, tandis que l'impossibilité de se passer des tarifs de remboursement étouffe la rébellion dans les rangs des médecins.

Lorsque le gouvernement a voulu donner du crédit à son argument comme quoi la simple application par l'état de l'Arizona des lois fédérales sur l'immigration serait "offensante" pour les Hispaniques, l'Association nationale des Commissaires de police -- dont les fonctionnaires dépendent du gouvernement pour leurs salaires -- a diffusé une déclaration comme quoi l'application de la loi mettrait en danger tous les Américains en suscitant l'animosité des Hispaniques.

C'était le reflet de tractations avec le gouvernement, et pas du tout le produit d'un vote qui aurait reflété l'opinion des Commissaires de police du pays.

De même, les syndicats actuels représentent de moins en moins des associations volontaires de travailleurs, et de plus en plus des regroupements d'individus au sein d'un organisme choisi d'un commun accord par les employeurs et les hommes de l'état.

Le prototype en est le *Service Employees International Union* (SEIU), qui a gonflé de façon

spectaculaire en persuadant ceux qui gèrent les organismes étatiques ainsi que les organismes privés vivant de fonds publics qu'ils se dégageraient de leur responsabilité en y enrôlant leurs employés. Ce n'est pas parce qu'il aurait été élu à bulletin secret par les employés que le SEIU a conquis les lieux de travail les uns après les autres, mais au moyen de tels accords, ou parce que le syndicat avait présenté des cartes de travailleurs dont il prétendait que ceux-ci l'avaient approuvé comme leur représentant.

Le syndicat obtient 2 % de la rémunération des salariés, qu'il recycle comme contributions au Parti démocrate, lequel à son tour les transforme en pouvoir accru sur les employés du public. Les dirigeants de ce syndicat sont installés au cœur même de la classe dominante.

Le fait est qu'un médecin, un entrepreneur en bâtiment, un concierge ou un enseignant ne compte dans l'Amérique d'aujourd'hui que dans la mesure où il appartient à la hiérarchie d'une organisation sectorielle affiliée à la caste dirigeante.

En tant qu'électeurs, ce sont des gens qui comptent de moins en moins.

Les gens ordinaires aussi ont largement perdu le Droit d'être traités également par les hommes de l'état.

L'Amérique que décrivent les livres d'éducation civique, celle où personne ne pourrait être déclaré coupable ou condamné à une amende si ce n'est par un jury de ses pairs pour avoir violé des lois approuvées par ses élus, cette Amérique-là a commencé à disparaître lorsque le *New Deal* a inauguré l'Etat administratif actuel – où ce sont les fonctionnaires qui édictent, appliquent, et interprètent presque toutes les règles.

Aujourd'hui, les textes juridiques — réglementaires — sont tellement détaillés qu'ils en sont incompréhensibles, et surchargés de dispositions conçues jusqu'au moindre détail pour traiter les gens de façon inégale.

Ce ne sont pas tant des règles que les bureaucrates imposent, que la "politique de l'organisme" qu'ils ont arbitrairement choisi d'en soi-disant *déduire* dans un cas donné. Protestez contre cette "politique de l'organisme", et on vous fera savoir qu'elle a été élaborée "avec la participation du public". Mais ça ne veut pas dire avec des gens comme vous.

Le mépris pour le texte même des lois -- pour le sens des mots tel que les lui donne le dictionnaire et pour l'intention de ceux qui les ont écrites -- en faveur du pouvoir discrétionnaire du décideur imprègne notre caste dirigeante de la Cour suprême à la plus basse des agences locales.

Depuis qu'en 1920 Oliver Wendell Holmes a prétendu (dans la décision *Missouri c. Holland*) que les présidents, le Congrès et les juges ne pouvaient pas être tenus par la Constitution des États-Unis pour des cas que les gens qui l'avaient écrite et ratifiée n'auraient pas pu prévoir, c'est devenu l'idée reçue de notre caste dirigeante que ceux-ci peuvent transcender la Constitution,

tout en feignant d'y faire allégeance.

Ils ont commencé par une interprétation indéfinie de termes constitutionnels tels que "le commerce entre les états" et la "procédure régulière", puis par la transmutation d'autres termes, par exemple celui de "perquisition et de saisie" en "droit à la vie privée".

Ainsi, en 1973, la Cour suprême a-t-elle[6] adorné sa pure invention d'un "droit à la vie privée" d'une prétendue "pénombre" qu'elle a jugée assez étendue pour englober la décision d'une femme de mettre fin ou non à sa grossesse.

C'était tout : le tribunal n'a apporté absolument aucun autre raisonnement qui aurait été fondé sur la Constitution. Désinvolte jusqu'à la caricature, cette manière de parler de la Constitution était censée rassurer le peuple américain sur le fait que la caste dirigeante agissait "dans les limites de la Constitution".

A partir des années 1990, les tribunaux fédéraux s'étaient mis à annuler des amendements à la constitution des états votés par référendum pour imposer des *droits positifs* de leur invention, parce que ces expressions de la volonté populaire étaient incompatibles avec la Constitution qu'ils étaient eux-mêmes en train de réinventer.

A partir de 2010, certains membres de la caste dirigeante se sont sentis assez sûrs d'eux-mêmes pour se dispenser de seulement faire semblant.

Quand on lui a demandé ce qui, dans la Constitution, autorisait le Congrès et le Président à forcer tous les Américains à acheter une assurance maladie, la présidente de la Chambre Nancy Pelosi a répondu : "C'est une blague ? Non mais c'est une blague ?"

Pas étonnant, dans ces conditions, que les juges de première instance et les fonctionnaires prennent tant de libertés avec les lois, les règlements et les contrats.

C'est pour cela que, dans l'Amérique d'aujourd'hui, les termes juridiques qui expliquent que vous êtes dans votre droit vous sont moins utiles que le fait d'être du bon côté des gens qui décident selon leur bon plaisir de ce que ces termes-là veulent dire.

A mesure que croissent les pouvoirs discrétionnaires des officiels et de leur entourage officieux, l'importance de la politique et du droit lui-même est en déclin, la citoyenneté devient résiduelle, et le peuple américain devient de plus en plus dépendant.

7. Désagrégation et découragement

La caste dirigeante est encore plus enthousiaste pour réformer la vie familiale et spirituelle du peuple américain que ses aspects économiques et civiques. Il n'y a pas d'autre domaine où la

définition d'elle-même par la caste dirigeante soit si déterminée, son mépris pour l'opposition si patente, son *Kulturkampf* si ouvertement déclaré.

Elle pense que la famille chrétienne (et orthodoxe juive) s'enracine dans cet obscurantisme qu'elle perpétue et qu'on appelle communément la religion, dans des préjugés sociaux générateurs de conflits, et une conception répressive du rôle des sexes ; qu'elle est le plus grand obstacle au progrès humain, parce qu'elle ne se soucie que de son intérêt trop particulier -- souvent défini comme la simple solidarité vis-à-vis des étrangers, alors que ceux-ci sont le plus souvent bien plus éclairés.

De sorte que la famille empêche ses membres de jouer le rôle qui devrait être le leur dans la réforme sociale. Pire que tout, elle se reproduit elle-même. Et comme c'est le mariage qui est la semence féconde de cette famille, les hommes de l'état, ainsi que les universitaires et les médias politiquement corrects lui font la guerre à tous les niveaux.

Ils légifèrent, réglementent, et font des discours à l'appui non pas "*de la* famille" -- ce qui voudrait dire des parents mariés qui élèvent leurs enfants - mais bien plutôt "*des* familles", ce qui veut dire essentiellement des ménages constitués à partir de tout autre chose que du mariage.

L'institution du divorce sans faute a affaibli la distinction entre cohabitation et mariage -- sauf que les maris sont tenus pour financièrement responsables des enfants qu'ils ont engendrés, alors que les pères hors mariage ne le sont pas.

Le code fiscal pénalise le mariage, et force les couples mariés qui élèvent leurs propres enfants à subventionner "les soins aux enfants" de ceux qui ne le font pas.

Les hauts dirigeants, républicains comme démocrates, ont également éloigné la société de la notion même de fidélité conjugale, par le discours aussi bien que par l'étalage de leurs aventures extraconjugales.

Par exemple, en 1997, le Secrétaire à la Défense du gouvernement démocrate et le chef de la majorité républicaine au Sénat (rejoints en cela par le *New York Times* et autres) ont condamné les règles de l'armée qui punissent les officiers convaincus de liaisons extraconjugales.

Alors que l'armée postulait que le respect des engagements conjugaux est aussi essentiel à l'intégrité de ses unités qu'à celle de la société, le consensus déclaré de ces Grands personnages était que se soucier de fidélité était "contraire aux normes de la société."

Comme on pouvait s'y attendre, la proportion des mariages aux Etats-Unis a diminué, alors que se multipliaient les naissances hors mariage. La plus grande conséquence démographique en est qu'environ un cinquième de tous les ménages sont constitués de femmes seules ou avec enfants, dans ce cas, ceux-ci ont environ quatre chances sur dix de vivre dans la pauvreté.

Et, étant donné que les mères célibataires sont souvent dépendantes des services de L'état ou s'attendent à le devenir, on ne sera pas surpris qu'elles figurent parmi les électeurs les plus fidèles

du parti démocrate.

Alors que notre caste dirigeante professe que les relations entre les hommes, femmes et enfants seraient **contingentes**, elle affirme en même temps que pour sa part la relation de l'Etat avec entre chacun d'entre eux est absolument **essentielle**.

C'est pourquoi des personnages comme Hillary Clinton ont écrit des articles, et des livres pour prôner une relation directe entre les enfants et les hommes de l'état, qui abolirait la présomption d'autorité des parents.

C'est pourquoi, alors qu'on se souvient encore de l'époque où les infirmières scolaires ne pouvaient pas donner une aspirine à un enfant sans le consentement des parents, aujourd'hui les gens qui dirigent les écoles américaines administrent des tests de grossesse et expédient les filles dans des cliniques d'avortement sans que leurs parents ne le sachent.

On ne permet pas aux parents de s'opposer à ce qu'on enseigne à leurs enfants.

En revanche, les hommes de l'état s'autorisent à juger la façon dont les parents élèvent leurs enfants, et c'est souvent ce qu'ils font. Le présupposé de la caste dominante est que pour les enfants, ce qu'elle impose est *ipso facto* justifié, alors que ce que les parents font est potentiellement un abus. Il suffit d'une accusation anonyme d'abus pour que les parents soient menottés et arrêtés, jusqu'à ce qu'ils aient prouvé leur innocence.

Il n'y a que leur poids politique (et en Californie, c'est à peine s'il y parvient) qui ait permis aux parents de conserver le Droit de faire à leurs enfants la classe à la maison contre la volonté de la classe dirigeante de réaliser ce à quoi Woodrow Wilson aspirait tellement :

"faire des jeunes messieurs aussi différents de leurs pères que possible."

Ce qui est en jeu, ce sont les questions les plus importantes :

quelle est la bonne manière de vivre pour les êtres humains ? D'après quels critères quelque chose est-il vrai, ou bon ?

Qui a le Droit de décider de quoi ?

Implicite dans la formule de Wilson, et explicite dans les actes de notre caste dirigeante est le rejet, comme des choix de nos "pères" arriérés, des réponses que la plupart des Américains donneraient à ces questions.

Ce rejet de la substance intellectuelle, spirituelle et morale du peuple américain est le cœur même de ce que notre classe dirigeante représente. Son principal article de foi, qui fonde sa prétention au "droit" de décider à la place des autres, est précisément qu'elle saurait des choses, et fonctionnerait selon des normes, qui échappent à la compréhension de ces autres.

Alors que les Obscurantistes s'imaginent que l'homme est créé à l'image et à la ressemblance de

Dieu et que nous sommes soumis à Sa Loi et aux lois de la nature, ceux qui Savent savent que nous ne sommes que les produits de l'Evolution, conduite par le hasard, le milieu, et l'aspiration à dominer.

Alors que les Obscurantistes sont prisonniers de cette notion dépassée que l'esprit humain ordinaire peut au moyen de la raison porter un jugement objectif sur le bien et le mal, le meilleur et le pire, ceux qui Savent savent que tous ces jugements-là sont subjectifs, et qu'on ne peut pas davantage s'en remettre à la raison des gens ordinaires qu'on ne peut leur laisser posséder des armes.

Et comme que les gens ordinaires doivent pervertir la raison par l'idéologie, la religion, ou l'intérêt, la science n'est "la Science" que dans les "bonnes" mains. Le consensus entre les gens qu'il faut est la seule norme de la vérité. Les faits et la logique ne comptent que dans la mesure où l'autorité appropriée les aura reconnus.

C'est pourquoi la classe dirigeante n'est jamais tant unie, et absolutiste, qu'à propos de son droit d'énoncer un jugement définitif, "scientifique" sur tout ce qu'elle aura décidé.

Lorsque les hommes de l'état déclarent, et que sa presse associée répète en écho, que "les scientifiques disent" ceci ou cela, les gens ordinaires – et d'ailleurs aussi les scientifiques qui ne "le disent pas", ou ne font pas partie de la caste au pouvoir -- en perdent tout droit à connaître les informations censées aller dans le sens de ce que "disent les scientifiques."

Ainsi, lorsque le procureur général de Virginie a exigé d'obtenir les données au nom desquelles le professeur Michael Mann avait conclu, alors qu'il était payé par l'État de Virginie, que les températures de la terre connaissaient une hausse "comme une crosse de hockey" par rapport à un millénaire de stabilité -- conclusion sur laquelle on a fondé pour des milliards de dollars de décisions -- afin d'examiner l'éventualité d'une fraude, le Sénat de la Faculté de l'Université de Virginie a condamné toute enquête sur

"un processus scientifique qui avait satisfait les critères de vérification par les pairs",
affirmant qu'exiger ces données envoyait

"un message inquiétant pour les scientifiques... et même pour tout universitaire dans n'importe quelle discipline".

Et le *Washington Post* de publier un éditorial comme quoi les demandes d'accès aux données du procureur général constituaient "une attaque contre la raison."

Le fait que la "crosse de hockey" est aujourd'hui discréditée, et que Mann et ses associés sont

convaincus d'avoir manipulé le processus de vérification par les pairs, le fait qu'une "science fondée sur des données secrètes" est un oxymore, la distinction même entre la vérité et l'erreur, tout cela compte beaucoup moins pour la caste dirigeante que la distinction entre elle-même et ceux auxquels elle s'impose.

En s'identifiant eux-mêmes à la Science et à la Raison, nos gouvernants délégitiment toute opposition.

Quoiqu'ils ne puissent pas empêcher les Américains d'adorer Dieu, ils peuvent en faire une pratique aussi socialement handicapante que le fait de fumer -- une chose qu'on ne doit faire qu'en se cachant, et avec mauvaise conscience vis-à-vis des autres.

Quoiqu'ils ne puissent pas faire en sorte que les Américains souhaitent devenir des Européens, ils continuent à seriner à ce peuple qui a fui le reste du monde l'idée selon laquelle les Américains devraient se conformer aux "pratiques mondiales."

Tous les jours, la caste dirigeante débite de nouvelles "études" qui prouvent que l'une ou l'autre des mœurs américaines a besoin d'être amendée, et que les Américains les plus rétifs à cette réforme se trompent misérablement, voire de façon criminelle.

C'est ainsi qu'elle s'affaire à décomposer, et à démoraliser ceux à qui elle s'impose.

8. Ingérences et prosternations

Il n'y a pas que les Américains dont, aux Etats-Unis, la soi-disant "élite" s' imagine habilitée à dicter l'existence et moralement tenue de le faire ; quand il s'agit d'étrangers, elle le croit tout autant.

La déclaration inaugurale de George W. Bush en 2005 comme quoi l'Amérique ne pourrait pas être libre tant que tout le monde ne le serait pas, de sorte qu'il lui faudrait presser et aiguillonner l'humanité pour qu'elle le devienne n'était qu'une extrapolation des sentiments de la classe *progressiste* américaine, exprimés en premier par un Woodrow Wilson à Princeton, et à Columbia par un Nicholas Murray Butler.

Cependant, tandis que les premiers *progressistes* s'attendaient à ce que le reste du monde leur obéisse tranquillement, la caste dirigeante d'aujourd'hui prend des décisions sur la guerre et la paix avec au moins autant de détermination à manipuler de l'intérieur les sociétés politiques étrangères qu'à protéger les Etats-Unis.

En fait, ils confondent ces deux ambitions pour s'opposer à l'insistance du peuple américain pour que l'on trace une ligne de démarcation claire entre la guerre contre ceux qui sont nos ennemis et la paix avec ceux qui ne le sont pas, et dans les affaires desquels nous n'intervenons pas.

C'est pourquoi, depuis Wilson jusqu'à Kissinger, la classe dirigeante s'est plainte que le peuple américain oscillerait entre le bellicisme et l'"isolationnisme".

Et comme notre classe dirigeante juge "simpliste" la préférence constante du peuple américain pour une action militaire décisive ou pas d'action du tout, sa solution par défaut aux menaces internationales est d'engager à long terme le sang de ses soldats et l'argent de ses contribuables à des entreprises limite pour réformer les Vietnams, les Somalies, les Iraks et les Afghanistans du monde, à partir de ce postulat que changer les esprits et les cœurs serait la condition de la paix, et qu'elle saurait, elle, comment le faire.

La suite apparemment interminable de guerres dans lesquelles notre caste dirigeante a engagé l'Amérique, guerres qui n'ont rien obtenu qui vaille pour une grande perte de vies et de richesses, a contribué à la définir, et à la discréditer -- mais toujours pas à ses propres yeux.

Au contraire, tandis que notre classe dirigeante donne force leçons aux pays étrangers, leur offre force appâts, et parfois se mêle avec violence de leurs affaires pour les réformer à sa propre image, elle leur présente en même temps ses excuses parce que l'Amérique ne correspond pas à cette image-là -- à celle qu'ils s'en font, eux.

Woodrow Wilson a commencé ce double jeu en 1919, quand il assurait les peuples d'Europe que l'Amérique lui avait donné mandat d'exiger leur accord pour l'article X du traité de paix (la Société des Nations), et puis jurait au peuple américain que cet article X aurait été une des exigences non négociables des Européens.

Le fait que le gouvernement américain avait mis la main sur les communications transatlantiques par câble avait contribué à masquer (pour un temps) que le projet de la SDN n'était rien d'autre que le rêve particulier des *progressistes* américains.

A notre époque, ce double jeu est quotidien dans les nouvelles du soir.

Par exemple, le *Président Obama*[7] a présenté ses excuses à l'Europe parce que "les États-Unis n'ont pas su prendre leurs responsabilités" pour réduire les émissions de carbone au moyen de la fiscalité.

Mais ces responsabilités-là, le peuple américain ne les a jamais acceptées, et refuse de le faire. Ainsi, le *Président Obama* ne s'excusait pas pour une chose que lui, ou quelque autre individu qu'il respectait, aurait faite : il s'en prenait à ses *concitoyens*[8] américains parce qu'ils refusaient de faire ce dont il pensait qu'ils devaient le faire, tout en passant sous silence que les Européens avaient bien imposé les taxes, mais pas procédé à la réduction. Wilson tout craché.

De même, M. *Obama* s'était "excusé" auprès des Européens parce que certains Américains -- mais pas lui ni ses amis -- auraient montré de l'arrogance et du dédain" à leur égard, et vis-à-vis du monde parce que le président Truman avait employé la bombe atomique pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale.

De même, le président Clinton avait présenté ses excuses aux Africains parce que certains Américains avaient eu des esclaves africains jusqu'en 1865, et que par la suite, d'autres avaient été méchants avec des nègres – mais pas lui-même ni ses amis, bien sûr.

De même, le secrétaire d'Etat adjoint Michael Posner s'est excusé auprès de diplomates *chinois* pour la Loi de l'Arizona qui ordonne à la police de vérifier le statut vis-à-vis de l'immigration de ceux qu'elle aura arrêtés.

Les Républicains aussi se livrent à ce genre d'exercice : l'ancien dictateur soviétique Mikhaïl Gorbatchev nous raconte que, en 1987, celui qui était alors le vice-président George H. W. Bush avait lui-même pris ses distances avec son propre gouvernement en lui disant :

"Reagan est un conservateur, un ultraconservateur. Tous les idiots et les imbéciles sont avec lui..."

Il ne s'agit pour une certaine caste d'Américains que de se distinguer de ses *inférieurs*. Cela rappelle le Pharisien du temple :

"Seigneur, je te remercie parce que je ne suis pas comme les autres hommes..."

Bref, notre caste dirigeante n'aime pas le reste de l'Amérique.

Ce qu'elle déteste le plus c'est que tant d'Américains pensent que l'Amérique est sensiblement différente du reste du monde et qu'ils en sont tout à fait satisfaits.

Alors que pour notre classe dirigeante, l'Amérique n'est qu'un chantier en cours, et que c'est à eux d'achever de la construire.

9. La Classe du Peuple^[9]

Décrire la Classe du Peuple aux Etats-Unis est problématique, tant elle est hétérogène.

Elle n'a pas d'estrades réservées, et parle à plusieurs voix, souvent discordantes.

Ce qu'elle partage avant tout, c'est le désir de se débarrasser de dirigeants qu'elle considère comme ineptes et prétentieux.

Elle se définit en termes de réaction réflexe contre les idées et tendances directrices de ces dirigeants - par exemple, les impôts et l'état qui ne cessent de s'accroître, les subventions aux amis politiques, l'ingénierie sociale, l'approbation de l'avortement, etc.

Beaucoup souhaitent restaurer une manière de vivre en grande partie révolue.

Démographiquement, la Classe du Peuple est l'image inverse de la classe dominante : ses traits les plus caractéristiques sont le mariage, les enfants, et la pratique religieuse.

Alors que, comme la caste dirigeante, la Classe du Peuple comprend des professionnels accomplis et des médiocres, des génies et des sots, elle en diffère parce qu'elle ne se réfère pas à l'état et que ses membres aspirent à se gouverner eux-mêmes au lieu d'être gouvernés par d'autres. Même lorsque les membres de la Classe du Peuple se trouvent être fonctionnaires ou cadres de grandes entreprises, leurs préoccupations sont essentiellement privées ; pour eux, ce que les hommes de l'état doivent à leur peuple c'est une égalité de traitement, et non des démarches pour corriger un déséquilibre ou un grief perçus par l'un ou par l'autre. C'est pourquoi ils ont tendance à s'opposer aux traitements particuliers, qu'il s'agisse d'entreprises ou de catégories sociales.

Au lieu de jouer le jeu de la réglementation étatique, ils tentent de s'en tenir le plus à l'écart possible.

C'est ainsi que la décision *Kelo* de la Cour suprême en 2005, qui permet de s'emparer de la propriété privée de certains pour la donner à d'autres mieux introduits auprès du pouvoir politique, a rappelé à la Classe du Peuple que les hommes de l'état ne sont pas ses amis.

L'hostilité au privilège est ce qui distingue de son collègue du bureau voisin le cadre d'entreprise qui tente d'empêcher sa société d'adhérer à l'Association de Grands Patrons étroitement liée aux hommes de l'état : celui-là veut que l'entreprise se développe par la production, celui-ci voudrait qu'elle s'enrichisse par l'Assiette au beurre.

C'est elle qui distingue le maître d'école qui en veut au syndicat auquel on le force à adhérer, parce que celui-ci fait passer son propre intérêt avant celui des parents, qui veulent choisir l'école de leurs enfants.

En général, la Classe du Peuple comprend tous ceux qui, quelle que soit leur position sociale, sont effarés de voir à quel point un travail honnête rapporte peu, comparé à ce que la moindre relation avec les hommes de l'état peut vous rapporter.

Elle comprend ceux qui prennent le parti des non initiés contre les initiés, des petites institutions contre les grandes, des petites collectivités contre l'état, local ou fédéral.

La Classe du peuple est convaincue que les grandes entreprises, le tout-état et la haute finance sont plus liés que jamais, et les gens ordinaires plus inégaux que jamais.

Les membres de la Classe du Peuple qui veulent s'élever dans leur profession par la seule compétence tentent de se tenir à l'écart des rituels de la classe dominante tout en se gardant de braver ses préjugés. Répugnant à la flatterie, ils ont tendance à penser que les examens devraient jouer un rôle dominant pour obtenir un emploi ou de l'avancement, que les résultats affichés

-- y compris universitaires -- devraient être de notoriété publique, et que les différends professionnels devraient être réglés par une discussion ouverte.

Pour ces gens-là, la Cour suprême dans sa décision *Ricci* de 2009, qui a confirmé le droit des pompiers d'être promus au titre des résultats d'un examen professionnel^[10], a ravivé l'espoir que

la compétence puisse encore, de temps en temps, l'emporter sur le piston politique.

Rien n'a distingué la Classe du Peuple, rien ne l'a définie, ne lui a donné conscience d'elle-même, ne lui a donné la cohérence qu'elle peut avoir, comme l'affirmation de la caste dirigeante comme quoi les autres qu'elle-même seraient intellectuellement et par conséquent humainement inférieurs.

De gens qu'on a élevés à se juger aussi respectables que quiconque, qui dirigent leur propre vie pour leur propre satisfaction, il est naturel qu'ils supportent mal les politiciens des deux partis qui prétendent que les questions de la vie contemporaine seraient trop complexes pour d'autres qu'eux-mêmes.

La plupart se sentent insultés par cette caste dominante qui balaie son opposition comme de la simple "colère", de la "frustration" – qualification implicite de stupidité – tandis que d'autres se contentent de rire à l'affirmation selon laquelle le jargon bureaucratique de cette caste serait la marque d'une intelligence supérieure.

Quelques-uns posent cette question fondamentale : depuis quand et au nom de quoi l'intelligence l'emporterait-elle sur l'égalité entre les hommes ?

En outre, si les politiciens sont si intelligents, pourquoi ont-ils rendu la vie pire qu'avant ?

La Classe du peuple est en fait persuadée que les façons d'agir de l'Amérique sont meilleures que celles du reste du monde, et considère la plus grande partie de l'humanité comme moins libre, moins prospère et moins vertueuse.

Ainsi, même si elle aime les croissants et pense que les méthodes de Toyota valent la peine d'être imitées, elle n'aime pas l'idée d'adhérer à des "normes mondiales."

Cette classe fait également partie, corps et âme, des forces armées des Etats-Unis : presque tous les engagés, officiers et sous-officiers, appartiennent à cette classe à tous les titres observables. Il y en a peu qui votent pour le parti démocrate.

Vous ne doutez pas que vous vous trouvez dans la Classe du Peuple et non auprès de la caste dirigeante lorsque passe le drapeau américain, ou lorsqu'on chante "God Bless America" après sept manches de baseball, et que la plupart des gens manifestent leur respect.

Ils font la grimace face aux versions gnan-gnan de "La Bannière étoilée" à la *National Football League*.

Contrairement à la caste dirigeante, la Classe du Peuple ne partage pas une orthodoxie intellectuelle unique, ni un ensemble de goûts, ni un mode de vie idéal.

Ses différentes composantes tirent de sources différentes leurs conceptions de l'égalité entre les hommes : les chrétiens et les juifs pensent qu'elle est la Loi de Dieu. Les libertariens l'affirment à partir de fondements hobbesiens et darwiniens^[11].

Beaucoup considèrent que l'égalité est le fondement de l'américanisme. D'autres détestent

seulement les snobs.

Certains éléments de la Classe du Peuple s'intéressent désormais aux stars et à la musique de Nashville (Tennessee), et de Branson (Missouri) – industries du spectacle plus grandes que Hollywood -- parce que, depuis les années 1970 la plupart des produits de Hollywood expriment davantage les mœurs de la caste dirigeante et des basses castes qui en dépendent que de celles d'une proportion importante des Américains. De même pour la "musique populaire" et la télévision.

Pour certains dans la Classe du Peuple, ce sont les radios et les télévisions chrétiennes qui sont la référence du goût sociopolitique, tandis que pour d'autres c'est la très laïque *Fox News* qui joue ce rôle. Si les salles de concert et d'opéra, ainsi que les stations qui les diffusent, se trouvent fermement entre les mains de la Caste dominante, une proportion considérable de la Classe du Peuple apprécie ces choses-là pour elles-mêmes.

C'est pour cette raison même que l'aventure culturelle qui définit le mieux la Classe du Peuple -- le mouvement de l'école à la maison – insiste carrément sur le classicisme en matière de science, de littérature, de musique et d'histoire alors même que la caste dirigeante abandonne celui-ci.

10. Convergence des programmes ?

Chacun des divers éléments de la Classe du Peuple a son propre programme, qui naît de la façon particulière dont la caste dirigeante affecte ses préoccupations.

Les entrepreneurs indépendants sont naturellement plus sensibles au développement des relations privilégiées entre leurs concurrents et les hommes de l'état.

Les gens qui voudraient jouer un rôle dirigeant dans leur communauté voient d'un mauvais œil les privilèges que les dirigeants des partis démocrate et républicain accumulent pour eux-mêmes.

Les parents de jeunes enfants, et les jeunes femmes qui rêvent de mariage craignent que les mœurs imposées d'en haut n'en viennent à saccager leurs projets.

Les fidèles de Dieu ressentent la persécution.

Tous déplorent les hausses d'impôts et la perte de la liberté.

De plus en plus se rendent compte que la réalisation de leurs projets passe désormais par une résistance ouverte et concertée à la caste dirigeante.

Ne pas avoir voix au chapitre lorsque les hommes de l'état établissent les règles sur la manière de gérer son entreprise, savoir qu'on vous forcera à payer davantage, à travailler plus dur, et plier l'échine, pour le seul privilège de gagner moins d'argent, voilà le cauchemar de l'entrepreneur indépendant.

Mais que faire?

A notre époque, la collusion entre hommes de l'état et ceux des entreprises – le réseau des subventions, des préférences et des règlements -- est si profonde et si dense, les gens "qui ont voix au chapitre" reçoivent et recyclent tellement d'argent dans la politique que les entrepreneurs indépendants ne peuvent pas espérer faire abolir tel ou tel règlement ou privilège donné. Tout comme aucun constructeur ne peut espérer réduire les subventions qui augmentent ses coûts en carburant, aucun groupe de médecins ne peut se protéger contre l'augmentation des coûts et de la bureaucratie qui naissent des obligations étatiques.

C'est pourquoi la solution de l'entrepreneur indépendant est de résister au gonflement général de l'état, et bien sûr de réduire les impôts.

Adopter cette solution-là, avec les arguments de l'efficacité productive et de la création d'emplois -- et en soutenant le Parti républicain – se traduit généralement par un répit suffisant pour rendre inutiles des protestations plus vigoureuses.

Parfois, cependant, c'est en termes moraux que l'on formule l'argument sur l'économie : "ce qui résume le bon gouvernement", disait Thomas Jefferson, est de ne pas retirer "à la bouche du travail le pain qu'il a gagné." Que l'état favorise certains au détriment des autres, disait-il, "viole arbitrairement le premier principe de l'association".

A notre époque, c'est en termes moraux que de plus en plus d'entrepreneurs indépendants en sont venus à penser leurs problèmes économiques.

Mais peu de gens se rendent encore compte à quel point ce changement-là est révolutionnaire.

A mesure que les bureaucrates et les syndicats d'enseignants privaient de leur pouvoir les commissions scolaires de quartier, que les élus des villes, des comtés et des états étaient réduits au rôle d'exécutants des politiques fédérales, que la caste dirigeante réduisait le nombre et l'importance des questions dont les communautés américaines pouvaient décider d'elles-mêmes, la soif de l'Amérique s'est réveillée pour le Droit de se gouverner soi-même.

Le fait que les employés du public sont presque toujours payés davantage, avec des avantages plus généreux que le secteur privé sur les impôts desquels ils vivent n'a fait qu'aviver l'impression de beaucoup dans la Classe du Peuple que désormais ce sont eux qui travaillent pour les salariés du public et non pas l'inverse.

Mais comment inverser les rôles? Comment les électeurs peuvent-ils recouvrer le contrôle de l'état ?

Restaurer les pouvoirs traditionnels des collectivités locales sur les écoles, y compris les normes, les programmes et la prière, exigerait de revenir sur deux générations d'arrêts de la Cour suprême.

De même de la restauration du "pouvoir de police" traditionnel sur la conduite dans les lieux publics.

Mettre au pas les syndicats de fonctionnaires n'est qu'incidemment une question de réduction des salaires et avantages annexes. Etant donné que la plus grande entrave au Droit de se gouverner soi-même est le pouvoir de l'état incarné par ses fonctionnaires, rétablir celui-ci exige d'abord de décider qu'un nombre indéterminé des rôles aujourd'hui tenus, ainsi que des professionnels qui les remplissent, par exemple, les travailleurs sociaux, sont superflus, voire pire.

Expliquer, à soi-même comme aux autres, pourquoi ces fonctions et ces fonctionnaires font plus de mal que de bien, alors que la caste dirigeante se sert de ses pouvoirs pour vous discréditer, c'est un acte éminemment révolutionnaire.

Le mouvement américain de défense de la famille est une réaction aux mises en cause de la Caste dominante : le mariage vidé de sanction juridique, l'avortement encouragé, et les parents progressivement évincés de l'éducation de leurs enfants.

A ces défis, les Américains ont d'abord réagi en s'adaptant.

L'amitié étroite et surtout le mariage se sont faits plus rares entre les gens qui approuvent le divorce, l'avortement, et les prétentions sur les enfants des hommes de l'état et ceux qui ne le font pas.

Le mouvement de l'école à la maison, dont l'Internet est devenu le grand facilitateur, ne veut pas seulement dire que chaque famille fait la classe à ses propres enfants, mais que les contacts personnels, intellectuels et spirituels s'accroissent entre individus d'opinions semblables. Bref, l'élément de la Classe du Peuple le plus concerné par les questions familiales s'est donné une sorte d'existence biologique distincte.

Cependant, il y en a peu dans cette partie de la Classe du Peuple qui s'imaginent que se réfugier seulement dans les associations privées protégera longtemps leurs familles contre les influences sociales conçues pour discréditer leur choix de vie.

Or, pour mettre fin aux intrusions de la caste dominante, ce qu'il faudrait faire c'est discréditer toute sa conception de l'homme, de ce qui est bien et de ce qui est mal, ainsi que du rôle des tribunaux dans un état démocratique.

Cette tâche révolutionnaire impliquerait bien davantage qu'un changement de la loi.

Les multiples tentatives de la caste dirigeante pour discréditer le respect de Dieu, pour le chasser de la vie publique -- même l'Union soviétique n'arrêtait pas les élèves pour porter une croix ou pour prier, ou pour lire la Bible dans l'enceinte d'une école, ce qui s'est fait dans certaines localités américaines à la suite de décisions de la Cour suprême -- ont, parmi la grande majorité des Américains qui croient et qui prient, convaincu un grand nombre que le régime actuel est hostile aux choses les plus importantes entre toutes.

Tous les ans en décembre, on leur rappelle que pour la caste dirigeante, le mot même de "Noël"

représente une insulte. Chaque fois qu'ils tentent d'afficher leur identité religieuse dans les affaires publiques, ils se voient submergés par des accusations d'être des *Taliban*, et de vouloir imposer une théocratie.

Que les membres de la Classe du Peuple fassent une objection quelconque à ce que la caste dirigeante dit ou fait, et plus souvent qu'à son tour cette objection sera taxée de "religieuses", c'est-à-dire irrationnelle, c'est-à-dire indigne d'une égale considération avec la "Science" dont la caste dirigeante est la seule interprète légitime.

Comme un laïcisme agressif et intolérant est le fondement moral et intellectuel de la prétention à régner de la Caste dominante, la résistance à cette domination, que ce soit à la corruption des subventions et privilèges économiques, à la violation du principe d'égalité de traitement et de l'égalité des Droits ou à l'usurpation de l'éducation des enfants, doit aborder le fondement intellectuel et moral de la laïcité.

Celui-ci se trouve au-delà des limites de la politique comme le terme s'entend habituellement.

11. Classe contre Caste

L'appétit de la caste dirigeante pour la soumission d'autrui, pour le pouvoir et les privilèges ne fait que croître et embellir.

Pour sa part la Classe du Peuple méprise ses dirigeants, ce qu'elle voudrait c'est limiter leur pouvoir et réduire leurs avantages.

La caste dirigeante affiche partout son opinion comme quoi le reste des Américains seraient racistes, cupides, et par-dessus tout imbéciles.

La Classe du peuple est de plus en plus convaincue que nos dirigeants sont corrompus, incompetents, et méchants.

Les dirigeants veulent que les dirigés la bouclent et filent doux.

Les gouvernés, eux, veulent se gouverner eux-mêmes.

L'affrontement entre les deux porte sur la question de savoir lequel des deux côtés a la bonne vision de lui-même et de l'autre, et lequel la mauvaise.

Parce que chacune des deux – en particulier la caste dirigeante – incarne son propre point de vue dans ses politiques, les concessions faites par un côté à l'autre sur toute question tendent à disqualifier l'opinion que ce côté a de lui-même. C'est donc l'un ou l'autre qui l'emportera.

Le choc est aussi assuré et lourd de conséquences que son résultat est imprévisible.

Dans cet affrontement, c'est la caste dirigeante qui détient la plupart des cartes : parce qu'elle s'est imposée comme la source de l'autorité, sa primauté se fonde sur des habitudes de soumission. Casser ces habitudes, en établissant d'autres sources de l'autorité, d'autres manières de faire les choses, implique bien plus que la politique électorale.

Quoique la Classe du Peuple ait avec Edmund Burke longtemps argumenté contre le changement révolutionnaire, elle est confrontée à la question embarrassante qui est commune à tous ceux à qui on l'impose, ce changement révolutionnaire : faut-il que nous acceptions ce qu'on nous fait comme un simple fait accompli ?

Nettoyer les concrétions d'un demi-siècle de pratiques détestables -- en prenant soin de garder ce qu'on pourrait y trouver de bon chez elles -- est déjà assez difficile.

Etablir, et même restaurer un ensemble d'institutions et d'habitudes préférables est beaucoup plus difficile, d'autant que la Classe du Peuple manque complètement d'organisation.

La caste dirigeante détient au contraire de solides positions défensives et trouve une bonne représentation dans le Parti démocrate. En revanche, un désavantage numérique de deux contre un annonce la défaite, alors que la victoire ne lui laisserait dominer qu'un peuple dont elle ne peut pas recouvrer la confiance.

Certes, la Classe du Peuple ne dispose pas de son propre véhicule politique -- ni peut-être de la cohésion pour en créer un. A court terme au moins, la Classe du Peuple n'a pas d'autre choix que de concentrer ses efforts politiques à travers le Parti républicain, qui est avide de son soutien. Mais ce n'est pas pour représenter la Classe du Peuple que le Parti républicain existe. Pour qu'il le fasse il faudrait qu'il en vienne à se fonder sur des principes, ce qu'il ne fait plus depuis le milieu des années 1860.

Les rares qui ont tenté de le lui faire faire, le parti les a traités en marginaux : Barry Goldwater et Ronald Reagan. Goldwater, le parti a contribué à le faire battre. Et quand il n'a pas pu arrêter Reagan, il a surchargé son gouvernement, et les gouvernements républicains qui ont suivi, d'individus issus de l'Establishment qui, sous le règne de la famille Bush, ont autant qu'ils l'ont pu répudié les principes reaganien.

Barack Obama exagérait quand il accusait les Républicains d'avoir conduit tout seuls le pays "dans le fossé". Mais ils y ont prêté la main. Il y a peu d'électeurs républicains, sans parler de la Classe du Peuple plus étendue, qui fassent confiance au parti pour être de leur côté. Et comme, à long terme, la Classe du Peuple ne soutiendra pas un parti aussi divisé que les Républicains le sont aujourd'hui, les hommes politiques républicains qui veulent vraiment la représenter soit réformeront irrévocablement le parti, ou alors ils en lanceront un autre, comme Abraham Lincoln qui était un Whig a lancé le Parti républicain dans les années 1850.

Le nom du parti qui aux Etats-Unis représentera la Classe du Peuple est beaucoup moins important que ce que, précisément, il représente et la manière dont il continuera à le représenter ; parce que, dans un avenir prévisible, la politique américaine consistera en cet affrontement entre ce que nous pourrions appeler le "Parti du Peuple" et la caste dirigeante.

Le Parti démocrate s'étant transformé en organisation à la discipline quasiment européenne, le combattre semble exiger de construire un parti rival au moins aussi discipliné.

Quel autre antidote y a-t-il au gouvernement d'un parti, que le gouvernement d'un autre parti ? Pourtant, cette logique, quoique par trop familière dans la plupart du monde, a toujours été étrangère à l'Amérique et naturellement la mène toujours plus loin dans la direction où la caste dirigeante la conduit.

Tout Parti du Peuple devrait être vraiment habile et sage pour ne pas devenir le reflet des démocrates. Pourtant, pour défendre la Classe du Peuple, pour abattre les prétentions de la Caste dominante, elle n'a pas d'autre choix que d'imiter les démocrates, du moins à certains égards, et pendant un certain temps.

Par exemple : la caste dirigeante nie la légitimité de ses opposants. Il est rare que l'on voie un cacique du parti démocrate ou un membre de la caste dirigeante parler des affaires publiques sans réitérer la litanie des prétentions de sa caste à l'autorité, opposant celle-ci à des adversaires qui seraient ignares, stupides, racistes, vendus aux patrons, violents, intégristes, ou tout cela à la fois.

Ils le font dans l'espoir que ces opposants, n'entendant aucune autre description d'eux-mêmes que celle de la caste dirigeante ni aucune voix ayant autorité pour la discréditer, s'en trouveront découragés.

Pour que la Classe du Peuple lutte sérieusement pour le Droit de se gouverner elle-même, le parti politique qu'elle représente devra discréditer non seulement des escroqueries parentes comme les subventions à l'éthanol, la comédie des impôts pouvant agir sur le "changement climatique", et le scandale du fait de chasser Dieu de la vie publique.

Il est plus important encore que ce parti sérieux-là s'attaque à la prétention fondamentale de la caste dirigeante à la supériorité intellectuelle et morale, d'une manière qui démoralise sa cible et encourage ses propres partisans.

Comme ce sont les démocrates qui ont fixé les règles de la politique contemporaine, les opposants qui recherchent le succès électoral sont obligés de suivre celles-ci.

Supposons que le Parti du Peuple (quel que soit son vrai nom) s'empare du Congrès, de la présidence, et la plupart des postes de gouverneurs dans les états.

Quel faudrait-il alors qu'il fasse ?

Surtout si sa majorité était faible, il serait tenté de suivre le plan de 2009-2010 des démocrates, à

savoir inscrire dans la loi tous les projets qui lui tiennent à cœur sans se soucier de la Constitution, en les faisant adopter par des majorités partisans soutenues par des catégories qui y ont intérêt, tout en diffamant continuellement l'autre côté.

Quelle que puisse en être l'effet, cela n'assurerait sûrement pas l'avenir du Droit de se gouverner soi-même aux Etats-Unis, car en imposant sa propre "révolution d'en haut" pour inverser celle de la caste dirigeante, il ferait une norme de cette pratique ruineuse pour Amérique. En outre, une révolution conçue au siège du parti serait contraire à la nature diverse de la Classe du Peuple ainsi qu'à l'héritage des Pères fondateurs des Etats-Unis.

Pour réaliser les objectifs intrinsèquement révolutionnaires de la Classe du Peuple d'une manière compatible avec la Constitution et avec sa propre diversité, il faudrait que le Parti du Peuple se serve de la législation essentiellement comme un outil pour éliminer les obstacles, pour faire prendre conscience, pour réintroduire aux Etats-Unis des modes de vie et des habitudes qu'on avait abandonnés.

Adopter des lois nationales est plus facile que d'amener les gens à reprendre leurs responsabilités de citoyens, de pères et d'entrepreneurs.

Réduire les impôts que la plupart des Américains ne supportent plus exige d'éliminer le réseau de subventions à des millions d'autres Américains qu'entretiennent ces taxes, ainsi que les emplois des fonctionnaires qui les administrent. Eliminer ce réseau ne peut se faire, si c'est seulement possible, que si on fait tout en même temps, à la fois parce que les subventions sont moralement condamnable et économiquement contre-productives, et parce que le pays ne peut pas se permettre cette pratique en général.

Les électeurs n'ont de chances de sevrer des millions de parasites de l'état, de haute et basse extraction, que si le choix consiste à sabrer tout privilège économique pour tout le monde, ou à ratifier le rôle des hommes de l'état comme arbitre de toutes nos fortunes.

De même pour les subventions publiques et les contrats avec les institutions soi-disant sans but lucratif et autres organisations non gouvernementales.

Démontrer qu'il faut mettre fin à toutes les institutions qui permettent aux hommes de l'état de favoriser certains groupes aux dépens des autres est plus facile qu'argumenter contre un seul de ces privilèges.

On peut, sans trop de cris, éliminer quelques bureaucraties évidemment pesantes, comme le Département de l'Éducation, et couper les vivres à des entreprises partisans telles que les *National Endowments* et la radiodiffusion publique.

Ce genre de traitement est aussi nécessaire au corps politique américain qu'un programme amaigrissant est essentiel pour rétablir la santé de tout corps humain affaibli par l'obésité et le

manque d'exercice. Pourtant, perdre du poids est la partie facile. Il est plus dur de restaurer les muscles atrophiés. Restaurer la capacité de l'organisme à exécuter des tâches élémentaires nécessite bien plus de concentration.

En 1940 les grands-parents (132 millions) des Américains d'aujourd'hui avaient l'occasion de siéger dans 117 000 commissions scolaires. Pour exercer des responsabilités comparables à celles de leurs grands-parents, les 310 millions d'Américains d'aujourd'hui devraient radicalement décentraliser les 15 000 districts dans lesquels les écoles publiques de leurs enfants sont aujourd'hui concentrées. Ils devraient reprendre aux experts patentés le Droit de décider des programmes et de la gestion, et il leur faudra expliquer pourquoi ils en savent davantage.

Cela impliquerait dans le peuple un niveau de culture politique bien au-delà de ce qu'il faut pour voter aux élections une fois tous les deux ans.

Si le Droit de se gouverner soi-même a un sens quelconque, cela veut dire que ceux qui exercent le pouvoir d'état dépendent de l'élection. Plus courte sera la laisse électorale, plus un homme de l'état a de chances de se la faire tirer, et plus le gouvernement est authentiquement républicain. Cependant, pour soumettre les agences de l'état administratif actuel au contrôle des électeurs, il faudrait que les citoyens ordinaires s'intéressent à un certain nombre de questions techniques. La loi peut imposer que les autorités réglementaires de l'environnement, ou les commissaires d'assurance, ou les juges, ou les commissaires aux comptes, soient élus ; mais il n'y a que le discernement et la vigilance des citoyens qui puissent faire que ces élus-là soient bons. Il n'y a que la compréhension des citoyens de ce que c'est que la Règle de Droit, et la détermination à la faire respecter, qui puissent réparer le mépris patent de la Constitution et des lois qui imprègne désormais la vie américaine.

Malheureusement, il est plus facile pour quiconque s'indigne d'un acte illégal commis par un tribunal ou par un fonctionnaire d'y parer par une autre violation de la loi que de ramener toutes les parties à la source de la vérité.

Comment, par exemple, rappeler à l'Amérique, et faire comprendre à la caste dirigeante, cette leçon de Lincoln que jouer avec la Constitution pour le plus sincère des motifs détruit les protections qu'elle apporte à tous^[12] ?

Et si une majorité de la Classe du Peuple, dans les deux chambres du Congrès, se mettait à présenter un

"projet de loi de privation des Droits pour dépouiller Nancy Pelosi, Barack Obama et autres personnes de leur liberté et propriété, sans autre forme de procès, pour avoir violé la loi rétroactive qui suit..."

et affublait cette monstruosité constitutionnelle d'une exemption, au titre de l'article III

section 2 de la Constitution, de tout examen ultérieur par une Cour fédérale^[13] ?

Lorsque les membres concernés de la caste dirigeante demanderaient d'où le Congrès tire son autorité pour adopter un projet de loi dont chacun des termes est contraire à la Constitution ils se verraient confrontés, en public, avec la réponse de la présidente de la Chambre Nancy Pelosi à une question sur le pouvoir constitutionnel du Congrès de forcer les gens à acheter certains types d'assurance:

"C'est une blague ? Non, mais c'est une blague ?"

La leçon ayant été donnée, le Parti du Peuple pourrait mener des débats publics partout dans le pays sur la raison pour laquelle on ne peut pas permettre même aux intentions les plus nobles de prendre le pas sur la Constitution (y compris peut-être le titre II de la Loi de 1964 sur les droits civils ?).

Comment la Classe du Peuple et la caste dirigeante pourraient entrer en conflit sur chacun des points où leurs programmes s'opposent va au-delà de mon propos.

Qu'il suffise de dire que la plus grande difficulté de la caste dirigeante – en-dehors de son infériorité numérique -- sera de faire valoir, à l'encontre de la réalité, que la révolution, qu'il continue à vouloir imposer à l'Amérique serait viable.

Pour sa part, la plus grande difficulté de la Classe du Peuple sera de permettre à une révolution de se produire sans pour autant l'imposer.

L'Amérique s'est déjà fait imposer assez de choses.

M. Angelo Codevilla est professeur émérite de relations internationales à l'Université de Boston.

[1] Il est difficile de traduire ici "political class" par "classe politique", parce qu'en français ce terme-là est tout à fait neutre et on ne comprendrait pas pourquoi il devrait attirer l'attention ; dans la mesure où la partie concernée de la population s'est constituée par le privilège, et au mépris du principe constitutionnel comme quoi les Américains se gouvernent eux-mêmes, j'ai préféré traduire par "caste" [N. d. T].

[2] Mathieu XII, 25 [N. d. T.].

[3] Le *procès du singe* (*Scopes trial*) était le fruit d'une provocation organisée à la suite d'un accord entre un représentant local de l'ACLU originaire de New York et qui s'ennuyait à Dayton, les édiles de la ville qui voulaient se faire de la publicité et les commerçants du cru qui voulaient vendre de la bière et des singes en peluche.

L'enjeu politique du procès était de savoir si les contribuables du Tennessee avaient le Droit de décider de ce qu'on enseignait à leurs enfants avec l'argent de leurs impôts. Il est à noter qu'en 1925 les contribuables ont eu facilement gain de cause, alors que lors des procès dont l'enjeu était le même à Little Rock en 1982 et Dover en 2005, les juges ont nié les Droits des citoyens-contribuables et satisfait les prétentions des soi-disant *élites scientifiques* [N. d. T.].

[4] *Wilson* fut en revanche un échec commercial retentissant, et le réalisateur interdit à ses employés de jamais en parler devant lui [N. d. T.].

[5] La redistribution politique engendre non seulement des pseudo-investissements dans la politique pour s'emparer de ses butins, mais aussi des efforts presque égaux pour lutter contre ces usurpations : le résultat final est qu'à toute richesse volée par les hommes de l'état correspond un gaspillage égal de ressources dans l'action politique pour tenter de mettre la main sur cette richesse volée [N. d. T.].

[6] *Roe c. Wade* [N. d. T.].

[7] On notera que l'auteur appelle "Président Obama" un individu qui n'a jamais fourni aucune preuve légalement recevable de son identité.

Il a réussi, par le biais d'avocats auxquels il a déjà payé quelque 1 700 000 dollars à l'occasion de dizaines de procès, à empêcher que des documents légalement recevables pour décrire ses origines et son identité réelles soient présentés devant aucune cour de justice.

Les images présentées sur Internet par ses partisans comme de prétendues "preuves" :

le prétendu "extrait de naissance" du 12 juin 2008, et le prétendu "certificat de naissance" du 27 avril 2011, sont à 100 % des falsifications, établies comme telles par l'enquête judiciaire du Shériff Joseph Arpaio de Phoenix dans l'Arizona (4,5 millions d'habitants).

On en est donc réduit aux conjectures quant à l'identité du soi-disant "Obama" et ceux qui ont le plus enquêté, notamment l'inspecteur Michael Zullo au service d'Arpaio, pensent qu'il n'est même pas citoyen américain.

Etant un escroc à la fausse identité et probablement même pas citoyen des Etats-Unis, le soi-disant "Obama" n'est pas non plus légalement leur "Président" : en effet, la Constitution des Etats-Unis exige du Président et du vice-président des Etats-Unis qu'ils soient non seulement citoyens mais "naturels" du pays. La jurisprudence *Minor c. Happersett* de la Cour suprême (29 mars 1875) définit le "naturel des Etats-Unis" comme "né dans le pays, de parents citoyens".

Tous les Présidents des Etats-Unis nés après l'indépendance ont reconnu cette définition :

- la plupart en s'y conformant,
- Chester Arthur en cachant que son père était irlandais à sa naissance et
- le soi-disant "Obama" en votant la Résolution 511 du Sénat du 30 avril 2008 qui déclare McCain "éligible à la Présidence", parce qu'il est né sous la juridiction souveraine des Etats-Unis de deux parents citoyens américains.

Depuis ce 30 avril 2008, la Caste dirigeante américaine fait semblant de ne pas connaître cette définition même qu'elle avait toujours reconnue auparavant ; le Parti Républicain est à 100 % complice de l'usurpation de la présidence par le soi-disant "Obama" [N. d. T.].

[8] Si Obama n'est pas né aux Etats-Unis, il n'est même pas citoyen américain, son père putatif étant kényan et sa mère trop jeune pour lui conférer la citoyenneté par filiation. La législation hawaïenne permettait

alors, et elle permet toujours, de faire enregistrer un enfant comme né à Hawaï sans en fournir aucune preuve réelle. S'il était né au Kenya, comme l'a affirmé sa grand-mère paternelle supposée, ses grands-parents maternels avaient toute les raisons de le déclarer faussement né à Hawaï, puisque, autrement, il n'aurait même pas pu passer pour un citoyen des Etats-Unis [N. d. T].

[9] L'auteur avait écrit "Country class" ; mais on voit mal à quelle "campagne" cela peut faire allusion , et pour ce qui est d'un "pays", on ne peut pas dire, malgré leur propension à trahir les Etats-Unis, que tous les membres de la Caste exploiteuse y seraient des étrangers, sauf pour le soi-disant "Obama" ; alors, dans la mesure où ce qu'il s'agit de décrire c'est l'usurpation par une soi-disant "élite" d'un pouvoir qui, selon les principes fondateurs des Etats-Unis, appartient à "We, the People", je traduis "Country class" par "Classe du Peuple" [N. d. T.].

[10] Des pompiers d'origine hispanique qui avaient échoué aux mêmes examens avaient fait un procès pour empêcher leur avancement sous prétexte que ne pas les promouvoir en même temps eux aurait été de la "discrimination" : autant dire qu'ils entendaient être dispensés des règles de compétence et, en l'espèce, de sécurité, en raison de leur race et de leur origine.

L'institution du racisme anti-blancs aux Etats-Unis, sous le nom d'*Affirmative action*, date de Nixon, en 1968. Le parti Démocrate, qui auparavant était le parti du racisme institutionnel anti-noirs, a alors changé de victimes – sauf pour les Asiatiques, qui étaient alors discriminés, et qui le sont toujours aujourd'hui [N. d. T.].

[11] Faux : inspirés par Ayn Rand et Murray Rothbard, c'est de l'idée rationnelle d'un Droit universel pour tous qu'ils la tirent et c'est un héritage de John Locke [N. d. T.].

[12] De nombreux critiques partisans du Droit des états considèrent que Lincoln a lui-même violé la Constitution pour imposer le maintien des états du Sud dans l'Union [N. d. T.]

[13] Il s'agit là d'un cas d'école, uniquement destiné à faire goûter leur propre breuvage à des gens qui méprisent la Constitution ; car pour ce qui est de jeter ces deux criminels en prison, on n'a pas besoin d'inventer des lois rétroactives ni de lancer une procédure qui violerait la Constitution : le soi-disant "Obama" a affiché comme étant "le sien" l'image d'un faux certificat de naissance, il utilise un faux numéro de Sécurité sociale et en a utilisé plusieurs autres, il a donc commis au moins deux délits fédéraux ; et Pelosi a violé le *Logan Act* de 1790 lorsqu'elle a usurpé les compétences diplomatiques de l'exécutif en rencontrant Assad en Syrie, ce pour quoi elle est passible de deux ans de prison. Par ailleurs, comme le soi-disant "Obama" est inéligible, son usurpation de la Présidence est un autre crime et Pelosi, qui a certifié son éligibilité au nom du Parti démocrate, en est la première complice [N. d. T.].